

MARDI 1^{ER} OCTOBRE 2024

POUR NOS SALAIRES, NOS RETRAITES ET NOS SERVICES PUBLICS

GRÈVE ET MANIFESTATIONS

DANS TOUTE LA FRANCE

Le parti arrivé 5^{ème} aux élections législatives, après l'accord de Marine Le Pen, est à présent au pouvoir. Nous connaissons maintenant le nom du ministre de la « transformation publique », Guillaume Kabarian*... Au lendemain de la constitution du gouvernement, Barnier déclare : « Il y aura des décisions graves et difficiles. Mais même si des français n'y adhèrent pas, je souhaite qu'ils les respectent ». Quel mépris ! Nous sommes donc appelé-es à respecter la casse des services publics et de nos droits et garanties statutaires, par ceux dont la politique a été remise en cause par les urnes ?

LE 1^{ER} OCTOBRE, nous dirons à Macron et à son gouvernement minoritaire que nous n'attendons rien de positif de leur part. Kasbarian va poursuivre la « transformation » de la Fonction publique, c'est-à-dire sa privatisation, sa vente à la découpe à travers les « délégations de service public ». Il va poursuivre les projets d'individualisation, de suppression des catégories, de salaires au prétendu mérite...

LE 1^{ER} OCTOBRE, nous exigerons, auprès du gouvernement, la levée de toutes les sanctions prises à l'encontre des syndicalistes, de toutes les mesures discriminatoires dans les communes, dans les départements, dans les SDIS, dans les établissements publics, dans les régions et les entreprises. Qu'on ne s'y trompe pas. Les mesures prises contre les syndicalistes visent à réduire les capacités de résistance de l'ensemble des agents face au démantèlement de leurs garanties statutaires.

Liberté, égalité, fraternité : la devise républicaine, issue de la Révolution française est encore une fois dévoyée et martyrisée. Elle est utilisée avec cynisme par Macron. Sa politique ne cesse de s'en prendre aux finances des collectivités, remet en cause tous les principes d'égalité de traitement des fonctionnaires comme des usagers de nos services publics, dégrade nos conditions de travail, éloigne les centres de décisions de la population et cherche à diviser la population notamment en mettant en œuvre des mesures discriminantes entre les travailleurs et des mesures racistes contre les immigrés.

Les pouvoirs en place, à l'aide du patronat, remplacent des principes républicains par des formules issues du libéralisme économique, une idée de Mac Kinsey sans

doute. « Attractivité », « simplification », « désorganisation », « différenciation » en sont devenus les maîtres mots. Comment concevoir une meilleure « attractivité », sans renforcer les garanties statutaires collectives, sans de meilleures conditions de travail et de salaires pour les agents chargés de répondre quotidiennement aux besoins des usagers ?

Dans ce contexte, et plus que jamais, la fédération CGT des Services publics appelle l'ensemble des agents des collectivités territoriales, des établissements publics, des services de l'eau et la thanatologie à faire grève le 1^{er} octobre 2024.

- Pour exiger l'abrogation de la réforme des retraites,
- Parce que nos revendications sont toutes légitimes,
- Face au coup de force de Macron,
- Face à la poursuite des politiques d'austérité, de remise en cause de nos droits,
- Alors que notre démocratie n'a jamais été aussi menacée !

LE 1^{ER} OCTOBRE, est une étape : discutons-en dans nos services, à l'occasion des heures d'info syndicale. Une étape pour exiger l'abrogation de la réforme des retraites, une étape pour exiger l'abrogation de la loi dite de transformation de la Fonction publique, une étape pour conquérir l'augmentation du point d'indice à 6 euros et l'égalité salariale, un premier jour de grève pour établir le rapport de force pour gagner nos revendications, pour les agents et pour les services publics territoriaux.

Pour plus d'infos : retrouvez l'ensemble des revendications de la CGT sur le site cgtsservicespublics.fr

* Au ministère du logement, Kasbarian a mis en œuvre des mesures pour transformer en délinquants, les locataires « pauvres » se trouvant en difficulté de payer leur loyer, pour accélérer les démolitions de HLM et favoriser les promoteurs privés.

Je me syndique à la CGT

Fédération CGT des Services publics,
263 rue de Paris - Case 547 93515 Montreuil cedex
Tel : 01 55 82 88 20 Mail : fdsp@cgt.fr
www.cgtsservicespublics.fr
facebook.com/cgtsservicespublics/

